

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 22/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEINTURE DE SAINT JEAN

5 avenue VICTOR HUGO
69550 Saint-Jean-La-Bussière

Références : -
Code AIOT : 0006103760

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement TEINTURE DE SAINT JEAN implanté 5, avenue VICTOR HUGO 69550 Saint-Jean-la-Bussière. L'inspection a été annoncée le 05/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a eu lieu dans le cadre de l'action nationale 2024 sur les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), qui porte sur la bonne réalisation des 3 campagnes d'analyse en PFAS dans les rejets aqueux de certaines ICPE et sur les possibilités de suppression/réduction des émissions en PFAS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEINTURE DE SAINT JEAN
- 5, avenue VICTOR HUGO 69550 Saint-Jean-la-Bussière

- Code AIOT : 0006103760
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Teinture de Saint-Jean est une société d'ennoblissement textile située à Saint-Jean-La-Bussière (69). Son activité est concentrée sur le lavage, la teinture et l'apprêtage de tissus dont elle n'est pas propriétaire. Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 modifié par les arrêtés complémentaires du 30 août 2007, 16 janvier 2015, 25 mars 2020, 23 juin 2022 et 20 février 2024.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	6 mois
7	Recherche de réduction / suppression des émissions en PFAS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
8	Gestion des boues	Code de l'environnement du 17/12/2010, article L541-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé les 3 campagnes demandées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 sur ses rejets aqueux.

Cependant, il apparaît que la liste des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) recherchés n'était pas complète : l'exploitant doit compléter sa liste puis refaire 3 campagnes d'analyse.

Les 3 premières campagnes montrent toutefois déjà que le site est un émetteur de PFAS. L'exploitant a déjà engagé des démarches avec des clients pour essayer de substituer certains produits avec PFAS et isoler certains effluents de ses rejets aqueux en les gérant comme des déchets (eaux du premier rinçage des apprêts). Il est demandé à l'exploitant de faire sous 6 mois un point d'étape de ses démarches.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par mail du 18 juin 2024, l'exploitant a transmis une liste de 14 matières premières utilisées sur site et susceptibles de contenir des PFAS, en fonction des informations fournies par ses fournisseurs. Il s'agit de résines déperlantes fluorées mais également de colorants. 5 substances PFAS sont présentes dans ces 14 matières premières selon les informations présentes.</p> <p>Toutefois, cette liste ne comporte pas toujours le nom des PFAS contenu dans le produit, parfois uniquement la teneur en fluor pour les colorants : l'exploitant devra compléter sa liste pour compléter avec le nom des substances PFAS et le n°CAS lorsque disponible. Par ailleurs, l'un des fournisseurs n'a pas donné d'information mais les données disponibles sur internet indiquent que le produit contient des PFAS (EVORAL).</p> <p>L'exploitant dit avoir interrogé les fournisseurs de toutes les sortes de produits utilisés sur site. La liste établie porte sur les produits actuellement utilisés : l'exploitant doit regarder dans l'historique des produits utilisés, même s'ils ne sont plus mis en œuvre aujourd'hui, quels PFAS étaient utilisés (a priori des PFAS avec des chaînes de 8 atomes de carbone jusqu'en 2015-2016) et si besoin ré-interroger les fournisseurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°1 : l'exploitant doit compléter sa liste actuelle de 5 substances PFAS avec les PFAS présents dans les colorants et les PFAS historiquement utilisés. Il doit également lister autant que possible les produits de dégradation des PFAS utilisés. Dans le cas où des fournisseurs refusent de donner les substances présentes, l'exploitant transmettra la réponse écrite de ces fournisseurs.</p> <p>Demande n°2 : L'exploitant fournira le bilan des quantités utilisées pour chaque produit</p>

<p>contenant des PFAS en 2024 et 2023 ainsi que sur les 2 années précédentes 2022 et 2021.</p> <p>Demande n°3 : les campagnes ont été réalisées avant que l'exploitant ait l'information de la présence de certains PFAS dans les produits utilisés : par exemple, le perfluorohexyléthène n'a pas été recherché lors des 3 campagnes. L'exploitant doit prévoir de refaire 3 campagnes d'analyse incluant ce composé ainsi que toute autre substance PFAS qui ressortirait des recherches demandées ci-dessus.</p> <p>Demande n°4: L'exploitant communiquera par mail les FDS des produits comportant des PFAS (sous 2 mois pour les produits déjà connus, sous 6 mois pour les autres produits).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser 3 campagnes de prélèvement (en janvier, février et mars 2024) et d'analyses sur son rejet d'eaux industrielles. Au vu de la visite du site le 27 juin 2024, il apparaît que les eaux pluviales ne semblent effectivement pas concernées par ces campagnes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
Constats :

Les prélèvements ont été réalisés par un laboratoire accrédité pour le prélèvement, et les analyses ont été réalisées par un laboratoire accrédité pour les 20 PFAS listés dans l'AM du 20/6/2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour le prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement

Prescription contrôlée :

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.

Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

Constats :

L'exploitant doit communiquer des informations sur les conditions de fonctionnement sur les dates des 3 campagnes (15 au 16 janvier, 12 au 13 février et 14 au 15 mars 2024) afin notamment d'expliquer les variations entre les 3 campagnes (nature des campagnes de fabrication, produits utilisés sur ces périodes) :

- janvier : flux d'AOF = 118,4 g/j et somme des PFAS = 0,997 g/j
- février : flux d'AOF = 534,9 g/j et somme des PFAS = 1,059 g/j
- mars : flux d'AOF = 481,4 g/j et somme des PFAS = 1,949 g/j

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°5 : L'exploitant communiquera, sous 2 mois, les conditions de fonctionnement sur les dates des 3 campagnes (nature des campagnes de fabrication, produits utilisés sur ces périodes, quantités utilisées).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification

Prescription contrôlée :

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.

<p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les analyses ont été réalisées avec les limites de quantification demandées dans l'AM du 20/6/2023 pour les 20 PFAS (0,1 µg/l). Pour l'AOF, la limite de quantification n'est pas indiquée mais les valeurs mesurées sont de toutes façons très supérieures à la LQ de l'AM qui est de 2 µg/l.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 3 campagnes ont été déclarées dans GIDAF. Il a été noté 2 erreurs de saisie que l'exploitant a corrigées suite à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Recherche de réduction / suppression des émissions en PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention/limitation des émissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; - limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; - respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ; - prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. »
<p>Constats :</p>

Les analyses sur les 3 campagnes réalisées mettent en évidence

- des niveaux significatifs en PFAS (entre 3,87 et 7,99 µg/l pour la somme des PFAS) ; les PFAS détectés sont notamment des PFAS de la liste de l'exploitant et donc des produits utilisés : 6:2FTMAC (de 3 à 5,4 µg/l), 6:2FTOH (0,11 à 4,35 µg/l), PFHxA (0,191 à 0.265 µg/l), mais aussi des PFAS non listés (PFPeA (0,119 à 0,209 µg/l) et du PFBS (0,1 µg/l))

- un niveau important de rejet en AOF (fluor organique adsorbable, 459 à 3022 µg/l) : l'exploitant recherchera des explications sur ce niveau de rejet en AOF qui peut être lié à des substances PFAS ou non PFAS.

La première action est de compléter la liste des PFAS utilisés et émis (cf. constat n°1).

Concernant la réduction des émissions en PFAS dans les rejets aqueux, l'exploitant a présenté un plan d'action qui comprend notamment :

- une démarche auprès de ses clients, qui sont propriétaires des tissus pour lesquels ils demandent une prestation de coloration / traitement : l'objet est de valider auprès de ces clients un remplacement des produits utilisant des PFAS vers des produits dits en « C0 » (sans PFAS), remplacement déjà réalisé avec 2 clients
- l'élimination du 1er rinçage des bains d'apprêts en déchet plutôt qu'avec les effluents du site- des analyses pour vérifier l'efficacité des actions engagées.

L'exploitant a expliqué qu'une difficulté concerne le marché des tissus pour équipements de protection individuels (EPI) où les clients demandent des traitements déperlants et oléophobes et que le remplacement de certains produits nécessite des validations parfois longues.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°6 : L'exploitant devra intégrer l'AOF dans les campagnes à mener avec une liste de PFAS complétée. En fonction des résultats des mesures complémentaires qu'il réalisera sur les PFAS utilisés mais non recherchés (cf constat n° 1- demande n°3), il cherchera à expliquer les valeurs en AOF mesurées. Le cas échéant, les autres formes potentielles de fluor utilisés sur le site devront être recherchées. La note d'application de l'arrêté ministériel recommande notamment d'analyser également la teneur en carbone organique (COD ou COT) et en ions halogénures qui peuvent interférer dans le résultat de la mesure.

Demande n°7 : L'exploitant transmettra sous 6 mois son plan d'action complété avec :

- le détail des démarches engagées par client avec le type de produit concerné pour chacun,
- les résultats des analyses comparatives réalisées suite à l'élimination du 1er rinçage de l'apprêt en tant que déchet
- et, au vu des niveaux importants de rejet, l'étude d'une possibilité de traitement de tout ou partie des effluents pour réduire les émissions en PFAS.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Gestion des boues

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/12/2010, article L541-2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Gestion des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.</p>
<p>Constats :</p> <p>Après passage dans 2 bassins sur site, le site envoie ses effluents vers la STEP urbaine d'Amplepuis. L'exploitant a déclaré qu'il réalise rarement un curage des boues de ces bassins. Des PFAS sont susceptibles de se retrouver dans ces boues.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°8 : L'exploitant informer l'exploitant de la STEP de la présence de PFAS dans ses effluents.</p> <p>Demande n°9 : Lors du prochain curage des bassins, l'exploitant devra analyser les boues notamment sur les substances PFAS pour les caractériser avant de déterminer une filière de traitement adaptée. Les analyses seront à transmettre à l'inspection des installations classées avant évacuation.</p> <p>Demande n°10 : L'exploitant proposera un échéancier pour une vérification de l'état des bassins réceptionnant les eaux industrielles, l'objectif étant de vérifier qu'il n'y a pas d'infiltration des eaux sous ces bassins.</p>
Type de suites proposées : Sans suite